

Sur les partis autonomistes dans la CEE

Daniel L. SEILER

Working Paper n.19

Barcelona 1990

Les partis autonomistes sont anciens et connus de longue date. Certains d'entre eux possèdent une organisation qui fut créée à la fin du siècle dernier, comme le PNV aussi âgé que le Labour Party britannique. Cependant, et contrairement aux partis sociaux-démocrates par exemple, il semble que leur développement obéisse à un cycle à la façon de ces insectes qu'on ne voit apparaître que certaines années.

Ainsi , à l'aube de la démocratisation des institutions représentatives, les autonomistes occupent une place importante au sein du système de partis, Bryce leur ménage une place équivalente à celle qu'il attribue aux partis traditionnels. Les parlements impériaux allemand et surtout austro-hongrois en comptent un grand nombre, ils sont présents en Irlande, en Finlande, en Norvège ainsi qu'en Espagne. C'est à l'époque où se créent le PNV en Euskadi mais aussi la LliGa puis la Esquerra en Catalogne. La période faste des partis autonomistes se prolonge après la première guerre mondiale. En effet, loin de résoudre la question des nationalités, les traités de Versailles, de Trianon et de Saint-Germain en engendreront de nouvelles et les principaux pays issus des décisions internationales de 1919 - Pologne, Tchécoslovaquie et Yougoslavie, virent naître des partis et mouvements de défense des nationalités minoritaires.

L'entre-deux-guerres apparût comme l'époque bénie pour les autonomistes car non seulement ils émergent dans les États issus des traités de paix mais encore ils prospèrent dans les systèmes politiques où ils étaient déjà implantés. Par exemple la IIe République espagnole leur sera particulièrement bénéfique. Qui plus est on les voit s'affirmer dans des régions restées étrangères aux découpages opérés par les traités de Versailles ou de Saint-germain: par exemple les nationalismes flamand en Belgique ou Frison aux Pays-Bas.

Si le premier après-guerre représente l'âge d'or des partis de défense de la périphérie on ne peut en dire autant du second; bien au contraire. Sortis écrasés et exsangues de leur lutte contre leur adversaire historique, le fascisme, les autonomistes se trouvent réduits à l'exil ou à la clandestinité. Parfois leur collusion avec le fascisme étranger -essentiellement le IIIe Reich- les a totalement discrédités comme ce fut le cas pour les Bretons, les Flamands, et les Frisons. Enfin leur disparition peut s'effectuer plus lentement comme la Bayerische Partei qui va s'évaporer littéralement en moins d'une décennie. Seuls survivants de ce passé glorieux,, le Fianna Fail en Irlande, devenu gouvernemental et le parti populaire des Suédois de Finlande qui constitue un partenaire obligé pour les coalitions gouvernementales. En revanche l'Italie républicaine se démarque totalement par rapport à la tendance générale, car deux partis, localement importants mais nationalement marginaux, l'Union Valdôtaine et la Südtiroler Volkspartei, y naquirent à la Libération.

Voués en apparence à un irrémédiable déclin et brocardés par des intellectuels qui leur reprochent un tribalisme folklorique rendu obsolète par l'intégration européenne, souffrant du discrédit que le fascisme jeta sur l'idée nationale, les partis autonomistes connaissent une résurgence dans les années soixante-dix, ces deux décennies caractérisées par la décolonisation et la croissance économique, constituent la deuxième époque faste pour les autonomistes. Non seulement les nationalités historiquement manifestées comme la Catalogne, le Pays Basque, la Flandre, l'Irlande ou le Québec retrouvent d'importants partis mais encore des régions et nationalités restées jusque là à l'écart du processus, se dotent de formations autonomistes, ainsi l'Aragon, la Navarre, le Pays Valencien, les Canaries et plus nettement l'Andalousie, l'Ecosse et le Pays de Galles, les Bruxellois francophones et la Wallonie, la Corse, la Sardaigne et la Vénétie. Par exemple la seule année 1968 voit la création du Parti québécois et du Rassemblement, wallon, les premières victoires du Scottish National Party ainsi que le réveil de la question irlandaise.

La deuxième période faste du mouvement autonomiste prend fin avec les années quatre-vingt marquées par son effondrement en Wallonie et aux Canaries, un recul électoral sévère en Andalousie, à Bruxelles, en Ecosse, en Flandre et au Pays de Galles ainsi que par la perte du pouvoir au Québec. Cependant le ressac s'avère moins général qu'après la seconde guerre mondiale: la majorité des nationalités et régions d'Espagne ainsi que les deux Irlande échappent au déclin des autonomistes. Par ailleurs, leur bilan éclipse celui réalisé par leurs devanciers de l'entre-deux guerres: deux pays vont s'en retrouver modifiés, l'Espagne, devenue "État des Autonomies" et surtout la Belgique, à la croisée des chemins entre le fédéralisme et la Confédération. Par ailleurs la Corse, l'Euskadi et l'Irlande du Nord souffrent toujours du terrorisme.

L'éclatement brutal de la contestation nationalitaire à l'Est, consécutif au dégel des démocraties populaires, marque-t-il l'aurore d'une troisième période faste pour les formations autonomistes? C'est fort possible, mais il est encore trop tôt pour se prononcer quant à l'impact, en Occident, des succès qu'elles vont connaître en Transylvanie et dans les Pays Baltes.

La raison des cycles que l'analyse comparative et historique met en lumière traduit, en fait, la rythmique de la question nationale. Il importe donc de cerner la problématique du phénomène partisan par rapport à celle de la question nationale pour enfin circonscrire le phénomène autonomiste.

1. LE PHÉNOMÈNE PARTISAN (1)

Les partis politiques ne se présentent pas de novo, à chaque électeur et

lors de chaque élections, tels d'éternels phénix s'estompant lorsque s'éteignent les derniers flonflons de la campagne électorale (2). L'électeur ne les choisit pas après la lecture minutieuse de leurs programmes électoraux comme de ceux de leurs rivaux; le citoyen ne palpe pas et ne soupèse pas les promesses électorales, comme une ménagère le ferait pour des melons sur un marché. L'électeur ne s'attribue pas d'avantage le fauteuil du juge ou la tribune du procureur dans un prétoire où l'on débattrait des actes gouvernementaux du parti ainsi que leur conformité avec les programmes sur lesquels il s'était engagé. En fait l'électeur ne lit pas les programmes, pas même ceux de son parti préféré et son adhésion partisane ressemble à une configuration un peu floue que la théorie psychologique de la perception nomme Gestalt, c'est-à-dire forme. Les perceptions et identifications partisans varient avec le temps, mais aussi se transmettent souvent à travers la succession des générations (3).

C'est que les partis politiques correspondent aux grands mouvements sociaux et des conflits qui en découlent, opposant les partisans du mouvement idéologique à ceux résolus à maintenir l'orthodoxie idéologique, liée au statu quo ante. A l'origine de tout parti, prétend Jean Blondel, on découvre la présence d'un conflit social profond (4), c'est-à-dire, que les partis politiques constituent les vecteurs des conflits sociétaux. Ils expriment les conflits ou, dit de façon plus adéquate, chaque parti médiatise la volonté politique d'une partie en conflit contre une autre. Cette partie ne voyant d'autre issue à son problème que la conquête et l'exercice du pouvoir de gouvernement par le parti qui médiatise ses intérêts et s'affirme donc porteur de son espérance politique.

La parti s'affirme donc essentiellement médiateur. Médiateur des intérêts, somme toute, particuliers d'une partie en conflit d'une part et, d'autre part, la logique globale et universalisante de l'ordre politique. Les partis médiatisent donc les intérêts sociaux des parties en lutte en convertissant leurs revendications spécifiques et particularistes en projets politiques globaux portant sur l'intérêt général: les partis sont animés par une logique du projet. Médiateurs aussi en ce qu'ils organisent les moyens politiques en hommes et en ressources qu'imposent la conquête et l'exercice des fonctions de gouvernements. Ce faisant les partis obéissent à la logique de l'organisation. Enfin si les partis s'organisent c'est afin de mobiliser le nombre maximum de partisans fixé par le système politique pour réaliser cet objectif et là où ne prévaut pas la force brutale, vaincre c'est convaincre; et pour convaincre il faut pouvoir et savoir communiquer. C'est la logique de la mobilisation.

Ces trois logiques -du projet, de l'organisation et de la mobilisation- entretiennent entre elles un rapport dialectique qu'il ne nous appartient pas de discuter ici. Pour comprendre la nature du phénomène autonomiste et, partant, le destin parfois paradoxal des partis autonomistes, seule prévaut la logique du projet,

même si les deux autres ne vont pas sans affecter le devenir de chaque parti.

2. LE PHÉNOMÈNE NATIONAL

Comme tout projet partisan, le projet autonomiste constitue une conception particulière de l'intérêt général. Dans le cas ici envisagé, dès qu'évoqué, il s'insère comme naturellement dans la problématique de la question nationale et du nationalisme. Or cette dernière s'avère pour le moins ambiguë et propice à bien des assimilations idéologiques, à nombre de manipulations intellectuelles et à des jeux langagiers en invention permanente. Pour prendre des exemples connus dans l'espace politique espagnol: l'etarra poseur de bombes est-il un terroriste -à ce titre extraditable- ou un résistant? Le nationaliste espagnol, le plus souvent mâtiné de phalangisme, appartient-il à la même espèce que le nationaliste catalan?

La genèse de l'autonomisme comme projet politique doit donc être précédé d'une élucidation du mot nation car, n'en déplaisent aux mânes de Joseph Staline, il n'existe pas de définition univoque, scientifique et opposable à tous du mot nation. Selon les spécialistes, il peut revêtir, tout à tour, les acceptions de nations étatiques, nation ethnique et nation élective, la dernière étant à la fois la plus séduisante et la plus difficile à déterminer.

2.1. Nous avons déjà pu, dans ce pays, exposer notre conception qui voit dans les acceptions rivales du mot nation le résultat des luttes territoriales qui opposait la France et l'Allemagne des guerres de la Révolution à la chute du nazisme (5).

D'un terme politiquement neutre -qui signifiait l'ensemble des individus parlant des dialectes mutuellement compréhensifs, parfois partageant un même type de droit coutumier et ce indépendamment de toute allégeance à un quelconque monarque- la France de 1789 fit la population régie par un même État. La nation devenait la collectivité territoriale censée engendrer l'État et dont tous les pouvoirs émanent. Quant à la nationalité, elle constituait l'identité correspondante à l'État. La nation étatique signa l'acte de naissance de l'État-nation. Mot composé que les acceptions rivales se garderont bien de remettre en cause.

Ainsi, morcelés, pour partie annexée par la République et l'Empire, l'Allemagne humiliée fera, à la suite de Fichte, de la nation ethnique l'étendard de son renouveau. La nation se fonde alors dans l'ethnie; c'est-à-dire une population partageant une culture commune. En fait de culture, le réductionnisme nationaliste ramène celle-ci à la langue. Cependant le binôme État-nation en sort renforcé: la nation allemande doit se retrouver régie par un seul et même État, à chaque nation doit correspondre un État. Dans une Europe chargée d'ans, au passé profondément

marqué par le hasard des guerres et des alliances dynastiques, l'invention de la nation-ethnique correspond à celle de la nitroglycérine: les deux explosèrent.

Face au défi que constituait la nouvelle vision du concept de nation, les États multiculturels et composites s'employèrent à trouver la parade permettant de contrer une arme qui menaçait leur survie. Vaincue par les Prusiens en 1871, la France trouva la riposte: la nation élective inventée par Renan. Ce qui fonde la nation nous affirme ce dernier, ce n'est pas la langue, ni d'avantage l'État, mais bien la volonté de vivre en commun, fruit longtemps mûri d'un passé multiséculaire. Dans le même état d'esprit, Maurice Barrès évoquera la "terre et les morts". Cette définition, toujours respectueuse, du binôme État-nation ne cède en rien à ces devanciers sur le terrain de l'ambiguïté et de l'équivoque.

Par sa polysémie, enrichie par l'histoire, le mot nation fournit un arsenal d'armes idéologiques aux parties engagées dans des conflits territoriaux. C'est le cas pour les autonomistes.

2.2. Selon notre théorie et notre taxinomie, les autonomistes sont des partis issus de la construction de l'État et en réaction contre la mobilisation effectuée par ce dernier.

En effet, deux phénomènes d'ampleur universelle ont profondément modifié la société politique européenne, l'émergence du marché d'une part. et celle de l'État d'autre part. A la suite de Stein Rokkan, nous considérons que ces deux mutations exercent leurs effets le long de deux axes: l'axe fonctionnel et l'axe territorial. En fait ces deux dimensions, ou axes, correspondent au double référentiel espace/temps dans 'lequel le cerveau humain enserme la réalité qu'il appréhende. Le croisement des deux mutations avec les deux axes permet de dégager la combinatoire de quatre clivages opposant, deux à deux, huit familles de partis politiques.

On propose de nommer partis socioculturels, les formations issues du processus d'édification de l'État. En fait, c'est lorsque l'État entreprend de mobiliser autour de lui et pour lui qu'apparaissent les effets conflictuels générateurs de partis. Ce phénomène de mobilisation correspond à la fin de l'Ancien régime et aux débuts de la démocratisation. Auparavant la légitimité personnelle du souverain suffisait à maintenir ensemble le conglomerat de territoires souvent disparates qu'il régissait. Ainsi le Pays Basque était fidèle au Roi d'Espagne, non pas en tant que tel, mais comme Roi de Castille, héritier de la légitimité des rois de Navarre et seigneurs de Biscaye. La couronne couvrira l'entreprise étatique de rationalisation, d'homogénéisation et de centralisation du contrôle territorial; mais dans les limites imposées par les traditions locales, celles-là mêmes qui fondaient la légitimité du

monarque.

Avec les révolutions bourgeoises et la démocratie, l'État se retrouve seul, à visage découvert, devant se légitimer lui-même. Pour ce faire, il lui faut créer au sein des populations qu'il régit une identité qui lui corresponde: la Nation. Sauf le cas de population homogènes du point de vue culturel, il s'agit d'une entreprise volontariste de grande envergure qui implique que l'État se saisisse des grands mécanismes et appareils de socialisation: églises et écoles. Ce phénomène, que Rokkan qualifiait de révolution nationale, engendre des effets conflictuels certains là où l'Eglise catholique continue d'exercer son emprise sur les populations: face à la 'mainmise étatique sur l'éducation elle constitue un môle de résistance. C'est l'origine du clivage fonctionnel entre l'Eglise et l'État qui donna naissance tant aux partis anticléricaux qu'à la démocratie chrétienne. Les effets conflictuels de la révolution nationale ne se limitent pas à l'axe fonctionnel et à la lutte pour le contrôle des appareils de socialisation: ils peuvent aussi se déployer le long de l'axe territorial dans une lutte qui porte alors directement sur l'articulation du mode de contrôle de l'espace politique. C'est sur cet axe que se meuvent les partis communautaires, centralistes et autonomistes, c'est-à-dire les formations qui puisent dans l'arsenal idéologique du nationalisme.

Comme les partis autonomistes de la Communauté européenne font l'objet d'une section de ce papier, réglons brièvement le cas des partis centralistes. Ces derniers sont, en effet, fort peu nombreux; soit que l'État se soit affirmé d'emblée tellement fort que le besoin de leur concours ne se fit jamais sentir; soit qu'ils correspondent à une époque révolue en Europe de l'Ouest. Cependant des signes tangibles témoignent de leur résurgence.

La présence de partis centralistes indique l'existence de fortes oppositions face à la mobilisation nationale entreprise par l'État. Leur localisation suit 'les contours de la "Carte conceptuelle de l'Europe" proposée par Stein Rokkan (6). Ils apparaissent au XIXe siècle et précocement dans les pays appartenant à la "Zone des Cités-États" avec le mouvement national -libéral en Suisse, en Italie et en Autriche, ainsi qu'en France, pays extérieur à cette zone où ils se structurent dans la "droite bonapartiste". La France appartient, suivant Rokkan, à la catégorie des "Nations impériales et maritimes" mais contrairement à l'Angleterre, la mobilisation nationale se trouva freinée par la résistance de l'Eglise. Une longue période d'agitation s'ensuivit engendrant un solide courant bonapartiste. Dans les pays où la mobilisation réalisée autour de l'État échoua au XIXe siècle, le centralisme se manifestera, cent ans plus tard et dans une forme paroxystique: fascisme et nazisme. Pourquoi l'échec de la mobilisation étatique et même de l'édification d'un État centralisé à la française? Soit ces pays ressortissent, comme l'Espagne, à une zone de puissance maximale du catholicisme marqué par la Contre-réforme. Soit l'influence de la Contre-réforme se double à l'appartenance partielle ou totale à

l'Europe des Cités-États, comme l'illustrèrent les cas de l'Italie et de l'Allemagne.

On pourrait supposer que l'ère du centralisme politique était révolue: les derniers partis centralistes, comme les gaullistes, s'étant reconvertis aux vertus du conservatisme classique. C'était compter sans les effets conjoints de la crise économique et de l'immigration de travailleurs venant de cultures' de plus en plus différentes de celle que connaît l'Europe. Il en résulte la montée d'une vague de xénophobie qui affecte les pays les plus riches et les plus industrialisés de la CE: Allemagne, Grande-Bretagne, France. Elle a jusqu'à présent donné naissance à des partis significatifs en France avec le Front National de Jean-Marie Le Pen qui vient de confirmer son succès des "européennes" en gagnant une élection partielle à Dreux. Remportant le même succès aux élections européennes allemandes, les républicains n'ont pas confirmé (encore?) leur percée lors de scrutins dont les enjeux dépassent le niveau municipal, si ce n'est le cas du Land de Berlin-ouest. Un parti similaire obtint, en 1989, un siège aux élections législatives des Pays-Bas, mais le mode de scrutin y est favorable aux petits partis. Signalons, pour la même année, l'apparition du Front National en Belgique, avec un gain de deux sièges aux élections régionales de Bruxelles.

Figure2-1

Figure2-2

3. LE PHÉNOMÈNE AUTONOMISTE (8)

Quelle que fût l'ampleur atteinte par la mobilisation effectuée autour de l'État et quels que soient les succès rencontrés par la centralisation, ils ne laissent pas un pays hors d'atteinte d'une éventuelle contre-mobilisation de sa périphérie. Le fait qu'il s'agisse d'une contre-mobilisation, donc d'une riposte, explique le rythme particulier d'apparition et de croissance des partis autonomistes. Leur existence implique celle d'une mobilisation nationale préalable réalisée par ou pour l'État.

3.1. La contre-mobilisation autonomiste (9)

Tant que perdura l'Ancien Régime dont la légitimité, apanage de la Couronne, se fondait sur la tradition, l'insertion politique des périphéries ne faisait pas problème: les Bretons voyaient en Louis XVI le légitime héritier des droits de la duchesse Anne qui apporta la Bretagne en dot lorsqu'elle épousa Louis XII.

Avec la Révolution anglaise d'abord, la Révolution française ensuite et les modernisations politiques qu'elles entraînèrent dans le reste de l'Europe enfin, le

lien personnel unissant les monarques et leurs peuples se vit remplacé par une légitimité fondée sur la loi et la raison. Là où la Révolution résulta réellement d'une mobilisation voulue ou ratifiée par les masses populaires, ce changement fondamental de légitimité allait dans le sens de l'Histoire... Par contre, le changement posa problème dans la périphérie qui se sentit menacée dans son identité et réagit. La réaction de la périphérie exprimant sa différence contre la mobilisation nationale constitue une réaction dans l'acception politique du terme; c'est-à-dire qu'elle fut réactionnaire. C'est la réaction légitimiste, première forme de manifestation de la conscience politique de la périphérie: le Jacobisme d'Ecosse et d'Irlande, les Chouans de Bretagne et le Coulisme d'Euskadi en constituent les exemples historiques les plus parlants.

On ne remonte pas le cours de l'histoire et toute réaction est, à terme, vouée à l'échec. Revenue de ses illusions légitimistes et en butte aux stratégies intégratives et assimilatrices de ce dernier, la périphérie en vient à retourner contre le centre l'arsenal du nationalisme. C'est le nationalisme-populiste, deuxième forme de la prise de conscience de la périphérie, nationalisme miroir, nationalisme des dominés et nationalisme démocratique, par opposition au nationalisme-centraliste, volontiers conservateur, dominateur et impérialiste.

Avec le discrédit que le fascisme fit peser sur l'idée nationaliste, suivi de l'aura dont la décolonisation nimba le tiers-mondisme, une troisième forme de conscience autonomiste fait son apparition. C'est la conscience nationalitaire et régionaliste qui consiste en un dépassement tant du nationalisme que de l'État. Cette dernière se révèle la plus originale en ce sens qu'elle rompt avec le discours nationaliste.

A ces trois formes de conscience autonomiste peut se joindre une forme que nous avons qualifiée de néo-centraliste. Elle correspond à une situation particulière, qui existe en Espagne, où certaines périphéries -Catalogne et Euskadi- sont plus développées que le centre et où une bourgeoisie nationale liée à un capitalisme autochtone a pu naître et prospérer.

Nationalisme-populiste, autonomisme nationalitaire et néo-centralisme sont à l'origine des partis autonomistes. Parfois certains partis correspondent à des formes pures, mais le plus souvent ils en traduisent plusieurs.

3.2. Conditions d'émergence

Doté de frontières issues du hasard des guerres et des mariages dynastiques, aucun pays de la C.E., à l'exception du Luxembourg, n'est a priori à l'écart du phénomène autonomiste.

Potentiellement une comparaison entre la carte de l'Europe actuelle et celle où Rokkan localisa le résultat des derniers grands déplacements de populations, survenus à la fin de l'Émpire romain, nous en livre toute les virtualités (10.). Car si la naissance d'une prise de conscience de la périphérie implique l'existence d'une culture propre à cette dernière, le concept de culture n'est pas réductible au facteur linguistique. La religion, le système de parenté, les traditions folkloriques, la mentalité ou simplement un mode de vie spécifique permettent de cerner une culture. Comme le démontra Claude Lévi-Strauss, tout ensemble qui offre, à l'analyse ethnographique, des écarts significatifs par rapport à d'autres ensembles du même type constitue une culture.

Ce sont finalement les conjonctures, à étudier cas par cas, qui fournissent l'élément déclencheur d'une contre-mobilisation autonomiste.

3.3. Tableau des partis

Trois régions européennes vivent une mobilisation autonomiste radicale: la Corse, Euskadi et l'Ulster. Elle se manifeste de façon rigoureusement pareille par l'alliance entre un organe clandestin de lutte armée et une façade légale. Dans le cas d'Euskadi et de l'Ulster, ces alliances se sont fracturées entre modérés minoritaires et violents majoritaires. Ce qui n'empêche pas ces alliances de cohabiter avec des autonomistes réformistes dont ils dénoncent la tiédeur: UPC, PNV, EA, SDLP. Ces trois régions appartiennent, selon Rokkan, à la périphérie maritime de l'Europe.

Un pays, la République d'Irlande, possède un parti autonomiste, non seulement gouvernemental, mais, de surcroît, à vocation majoritaire. C'est le Fianna Fail fondé par de Valera, père de l'Irlande républicaine: il recrute dans toutes les couches de la population(11).

Figure3

En définitive, c'est l'État espagnol qui compte le plus grand nombre de partis autonomistes importants avec comme zones de force la Catalogne et le Pays Basque, c'est-à-dire les périphéries développées. Par contre, ils sont en recul en Belgique et en Grande Bretagne, tandis qu'ils progressent en Italie où, jusqu'alors confinés en Val d'Aoste et au Sud Tyrol, ils ont marqué des points en Vénétie et surtout en Sardaigne. Au Parlement européen, ils contrôlent désormais le groupe Arc-en-ciel, même si les principaux partis n'en font pas partie.

Bilan favorable lorsqu'on le compare à la situation de 1980? La plupart

des partis autonomistes sont des formations jeunes qui n'ont pas toujours su fidéliser leur électorat dont Inglehart a révélé le caractère postmatérialiste, donc instable politiquement et aujourd'hui sensible à l'impact des thèmes défendus par les écologistes. La preuve en est que là où ils bénéficient d'une implantation antérieure à 1919 -Catalogne, Euskadi, Irlande- les autonomistes se portent bien. En définitive leur évolution continuera d'obéir à la logique des cycles mise en lumière dans notre introduction.

Figure2-1

FIGURE 2.1 A crude géoethnic map of Europe before the high Middle Ages				
	Atlantic periphery	Coastal plains	Central plains and alpine territories	Landward marchlands
Beyond the reach of the Roman Empire	Icelanders Faeroese West Norse Celts: Scotland Ireland	East Norse Danes	Swedes	Finns Balts Prussians Poles Lithuanians Moravians Czechs
Territory of the Northern Empire	Celts: Wales Cornwall Brittany	Angles Saxons Frisians Jutes West Franks/Gallo-Romans Normans	Burgundians Saxons Alemannians East Franks Thuringians Bavarians Rhaetians	Hungarians Bavarian settlers Tyroleans
Mediterranean territories	Basques	Occitans Catalans Corsicans Portuguese Castillians	Lombards Italians Sardinians Sicilians	Slovenes Croats Serbs

Centre formation		Weak Weak Seaward peripheries	Strong Strong Seaward empire-nations		Weak Strong City-state Europe			Strong Weak Landward empire-nations		Weak Weak Landward buffers	
D I M E N S I O N : S T A T E - C U L T U R E	Protestant state church		Distant	Close	Integrated into larger Systems	Con- sociational Formation	Fragmented until 19th. Century	Close	Distant		
		Iceland Norway (SCOT.) Wales	ENGLAND	DENMARK			Hansa Germany	PRUSSIA	SWEDEN	Finland	
	Mixed territories					NETH. SWITZ.	Rhineland			Baltic territories Bohemia	
	National Catholic	Ireland Brittany		FRANCE	Lotharingia Burgundy Arelatum			BAVARIA		POLAND	
	Counter- Reformation			SPAIN PORTUGAL	Catalonia	Belgium	Italy	AUSTRIA		(HUNGARY)	

Note: Territories recognized as sovereign during the period from 1648 to 1789 are in capital letters

Figure3

Structure électorale du Fianna Fail en 1969				
	%	% cate- gorie	Vote normal (%)	Totaux % (N= 21 35)
Profession:				
Ouvriers	*	43	28 Labour	100
Ouvriers qualifiés	*	40	27 Labour	100
Moyenne inférieure	*	48	15 Labour	100
Supérieure	*	37		100
Petits agriculteurs	*	53	Idem	100
Gros agriculteurs	*	38	46 Fine Gael	100
Classe sociale subjective:				
Moyenne		45		100
Ouvrière		45	28 Labour	100
Paysans		45		100

NOTES

- (1) Nous résumons ici les considérations exposées dans: SEILER, D.L.: Le phénomène partisan, Paris, Fayard, A paraître.
- (2) LIPSET, S.M. et ROKKAN, S. (eds.): Party Systems and Voters Alignments, New York, The Free Press, 1967, pp. 14-15.
- (3) SEILER, D.L.: De la comparaison des partis politiques, Paris, Economica, 1985.
- (4) BLONDEL, J.: Political Parties: a Genuine Case for Discontent London, Wildwood House, 1978.
- (5) SEILER, D.L.: "Peripheral Nationalism between Pluralism and Monism", International Political Science Review, vol. 10, n° 3, 1989, pp. 23-24.
- (6) ROKKAN, S. et URWIN, D.W.: Economy. Territory. Identity, Beverly-Hills, Sage, 1983.
- (7) Ibid., p. 31.
- (8) SEILER, D.L.: Les partis autonomistes, Paris, PUF, 1982; ALLARDT, E.: Implications of the Ethnic Revival in Modern Industrialized Society, Helsinki, Societas Scientiarum Fennica, Commentationis Scientiarum Socialium, 12, 1979; ORRIDGE, A.W.: "Uneven Development and Nationalism", in Political Studies, vol. 29, n° 1, 1981, pp. 181-190 et ROKKAN, S. et al.: Centre-Periphery Structures in Europe: A Data Workbook for Cross-National Analysis, Frankfurt, Campus Verlag, 1981.
- (9) SEILER, D.L.: "Peripheral Nationalism op. cit.
- (10) ROKKAN, S. et URWIN, D.W.: op. cit., P. 23.
- (11) L'interclassisme constitue une caractéristique des partis autonomistes mais c'est le FF qui y réussit le mieux: cf. MANNING, M.: Irish Political Parties, Dublin. Gill et MacMillan, 1970.